

Depuis 2017, HRO a pour mission d'observer, documenter et dénoncer les violences d'État quotidiennes perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique*. Les entraves aux observations étant nombreuses, ces chiffres sont à prendre comme un extrême minima.

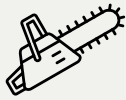
Chiffres concernant les expulsions des lieux de vie informels :



Au moins **182 personnes ont été expulsées** de leurs lieux de vie



Au moins **130 mineur.e.s non accompagné.e.s** rencontré.e.s**



Destruction de la mosquée et des shops, lieux de sociabilisation des personnes exilées

Les faits d'intimidation et/ou violences systémiques subies par les personnes exilées enregistrées par HRO :

Le 15 mars, une opération que l'État qualifie de "mise à l'abri" été organisée par la Préfecture du Nord. En réalité, les autorités ne laissent pas le choix : soit les personnes montent dans les bus pour aller vers un hébergement totalement inadapté à leur situation personnelle, soit la Police aux frontières les emmène en rétention. Le dispositif policier déployé est de grande ampleur (une centaine d'agents de police équipés d'armes automatiques, de LBD, de drones...) et relève d'une stratégie de criminalisation des personnes exilées visant à justifier les violences quotidiennes qu'elles subissent. HRO en a documenté certaines de ces violences lors de la journée du 15 mars :

- À 7h30, des personnes exilées **quittent leur lieu de vie en courant à l'arrivée des forces de l'ordre**. Elles n'ont pas le temps de récupérer leurs effets personnels.
- À 9h02, un CRS justifie d'inciter les équipes HRO à quitter le lieu de vie en disant : **"c'est plus dangereux ici c'est sûr"**.
- À 9h28, les équipes HRO observent une destruction totale d'un des lieux de vie par la société de nettoyage mandatée par l'Etat. Un agent, **muni d'une tronçonneuse, détruit tous les abris** sous les yeux des personnes exilées vivant sur les lieux.
- À 9h39, **au moins une personne est arrêtée par la police aux frontières** à l'entrée des bus. Les équipes HRO n'ont pas pu observer plus longtemps la zone des bus car un périmètre dit "de sécurité" leur a été imposé afin de les tenir éloignés de l'opération de police.



© Utopia56

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

** Nombre de MNA auto-déclaré.e.s rencontré.e.s par l'association Utopia 56 (non mandatée par le département) au mois de mars alors qu'i.elles étaient en situation de rue. Ce nombre est une sous-représentation du nombre d'enfants en situation de rue car les actions d'aller-vers ne sont pas menées quotidiennement sur tous les lieux de vie par ces acteurs; certains enfants ne communiquent pas avec les associatifs; d'autres accèdent directement à la mise à l'abri via l'association mandatée par le département et ne sont donc pas intégrés à ce chiffre. Un constat demeure: les opérations de démantèlement répétées sont sources de fragilisation accrue voire de disparition de ces enfants, et donc de risques majorés de traite et d'exploitation.



- À 9h40, les forces de l'ordre **détruisent les shops** qui sont des lieux de sociabilisation et de commerce au sein des lieux de vie, **et la Mosquée**. Des personnes exilées rapportent qu'un agent de police a mis **des coups de pieds dans le Coran en riant**.
- À 11h12, un CRS à moto menace un groupe d'au moins 30 personnes exilées accompagnées de bénévoles d'Utopia 56 de les **gazer pour les éloigner des lieux de vie**.

Les faits d'intimidations et/ou d'entraves subies et enregistrées par HRO :



- Le 15 mars les membres de l'équipe HRO qui documentaient l'opération de mise en bus ont subi **3 contrôles d'identité** ainsi qu'un contrôle de véhicule. Lors de cette même opération, les équipes de l'association Utopia 56 ont vu leurs identités contrôlées à 2 reprises. Lorsqu'ils ont quitté les lieux, une personne exilée les a informés que les agents de police à moto ont **gazé les poignées des portières de leur véhicule**.

- Le 6 mars, alors que deux membres HRO étaient stationnés dans un parking, un CRS a été extrêmement violent : il a utilisé la **menace de la détenuabilité pour inciter une membre HRO à arrêter de filmer et l'a bousculée tout en arrachant son téléphone des mains**. Des signalements au procureur et à la Défenseure Des Droits ont été envoyés.
- Le 8 mars, les agents de police ont une nouvelle fois contrôlé le véhicule des équipes HRO de **manière abusive**.
- Le 14 mars, un contrôle de véhicule, ainsi qu'un contrôle d'identité, ont été effectués par des agents de la Police Nationale alors que l'équipe HRO était stationnée dans le parking d'un supermarché. Un agent a été **particulièrement agressif et a refusé de justifier la base légale** de ces contrôles.

